CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 59.583/4
du 28 juin 2016

sur

un avant-projet de loi 'portant assentiment à l'Accord de siège avec échange de lettres entre le Royaume de Belgique et l'Organisation Internationale de Police Criminelle – INTERPOL (O.I.P.C.), fait à Lyon le 14 octobre 2014 et à Bruxelles le 24 octobre 2014'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 59.583/4
van 28 juni 2016

over

een voorontwerp van wet 'houdende instemming met het Zetelakkoord met uitwisseling van brieven tussen het Koninkrijk België en de Internationale Organisatie voor Criminele Politie – INTERPOL (O.I.C.P. – INTERPOL), gedaan te Lyon op 14 oktober 2014 en te Brussel op 24 oktober 2014'

‡LW-BFHQKAECA-FJFIDVT‡

Le 10 juin 2016, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères et européennes, chargé de Beliris et des Institutions culturelles fédérales à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'portant assentiment à l'Accord de siège avec échange de lettres entre le Royaume de Belgique et l'Organisation Internationale de Police Criminelle – INTERPOL (O.I.P.C.), fait à Lyon le 14 octobre 2014 et à Bruxelles le 24 octobre 2014'.

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 28 juin 2016. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Martine BAGUET et Bernard BLERO, conseillers d'État et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été rédigé par Véronique SCHMITZ, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 28 juin 2016.

*

Op 10 juni 2016 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Buitenlandse en Europese Zaken, belast met Beliris en de Federale Culturele Instellingen verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'houdende instemming met het Zetelakkoord met uitwisseling van brieven tussen het Koninkrijk België en de Internationale Organisatie voor Criminele Politie – INTERPOL (O.I.C.P. – INTERPOL), gedaan te Lyon op 14 oktober 2014 en te Brussel op 24 oktober 2014'.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 28 juni 2016. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Bernard BLERO, staatsraden, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is opgesteld door Véronique SCHMITZ, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 28 juni 2016.

*

‡LW-BFHQKAECA-FJFIDVT‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DE L'ACCORD DE SIÈGE

1. Dans l'avis 57.095/VR, donné le 27 avril 2015, sur un avant-projet devenu le décret du 30 octobre 2015 'houdende instemming met het zetelakkoord, met uitwisseling van brieven, tussen het Koninkrijk België en de Internationale Organisatie voor Criminele Politie - INTERPOL (O.I.C.P. - INTERPOL), ondertekend te Lyon op 14 oktober 2014 en te Brussel op 24 oktober 2014' [1], la section de législation, en chambres réunies, a formulé les observations suivantes :

(Traduction)

« Préambule

4. Le préambule de l'Accord mentionne que le Royaume de Belgique est représenté par le Gouvernement fédéral, le Gouvernement flamand, le Gouvernement de la Communauté française, le Gouvernement wallon, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et le Gouvernement de la Communauté germanophone.

Le Conseil d'État, section de législation, a déjà relevé à de multiples reprises que ces formulations doivent s'entendre comme engageant également la Commission communautaire française puisqu'en exécution de l'article 138 de la Constitution, elle exerce des compétences de la Communauté française [2]. Par souci de sécurité juridique, il eût été néanmoins préférable que sa mention expresse en ait été faite dans la formule précitée [3].

---

[1] *Doc. parl.*, Parl. fl., 2014-2015, n° 393/1, pp. 21-26. Voir, dans le même sens, l'avis 58.870/4 donné le 29 février 2016 sur un avant-projet devenu le décret du 30 mai 2016 de la Communauté germanophone 'portant assentiment à l'accord de siège, avec échanges de lettres, entre le Royaume de Belgique et l'Organisation internationale de Police criminelle - INTERPOL (O.I.C.P. INTERPOL), signé à Lyon le 14 octobre 2014 et à Bruxelles le 24 octobre 2014', *Doc. parl.*, Parl. Comm. germ., 2015-2016, n° 118/1, pp. 7-9. La section de législation s'est exprimée dans le même sens dans l'avis 59.310/4 donné le 10 mai 2016 sur un avant-projet d'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale 'portant assentiment à l'Accord de siège, avec échange de lettres, entre le Royaume de Belgique et l'Organisation internationale de Police criminelle, fait à Lyon le 14 octobre 2014 et à Bruxelles le 24 octobre 2014'.

[2] *Note de bas de page 2 de l'avis cité* : Voir par exemple l'avis 54.747/VR donné le 27 janvier 2014 sur un avant-projet devenu l'ordonnance du 3 avril 2014 'portant assentiment à : l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et l'Office international des Epizooties, signé à Bruxelles, le 14 mars 2013', observation 3 (*Doc. parl.*, Parl. Rég. Brux.- Cap., 2013-2014, n° A 509/1, p. 7) et l'avis 56.731/VR donné le 19 novembre 2014 sur un avant-projet de décret de la Communauté germanophone 'zur Zustimmung zu dem Sitzabkommen zwischen dem Königreich Belgien und dem Internationalen Institut für Demokratie und Wahlhilfe, geschehen zu Brüssel am 15. Mai 2014', observation 2.

[3] *Note de bas de page 3 de l'avis cité* : Pour sa part, la Commission communautaire commune ne doit pas être explicitement mentionnée, étant donné qu'elle n'a que des compétences limitées sur le plan international et qu'elle n'est notamment pas compétente pour conclure des traités (voir l'article 135 de la Constitution, l'article 63 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux institutions bruxelloises' et l'article 16, § 1er, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles').

‡LW-BFHQKAECA-FJFIDVT‡

[…]

Article 34

6. L'article 34, deuxième alinéa, de l'Accord dispose :

'L'Accord entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit la date de la dernière notification avec effet à la date d'installation du bureau d'INTERPOL en Belgique au 1er janvier 2012, sauf pour ce qui concerne les articles 3 et 20.4'.

Dans la mesure où les articles 3 et 20, paragraphe 4, de l'Accord, relatifs aux immunités qui sont accordées, sont exclus de cette rétroactivité, il n'y a évidemment pas d'objections juridiques. En effet, les poursuites déjà engagées ou les autres actes de juridiction au sens de ces dispositions du traité, conservent leur validité.

Il en va cependant autrement des immunités qui ne sont pas inscrites dans les dispositions qui viennent d'être évoquées (à savoir les immunités visées aux articles 18, 19 et 21 de l'Accord). En effet, la rétroactivité risquerait d'affecter la régularité des poursuites ou des procédures qui seraient déjà engagées et, par conséquent, de porter atteinte à la sécurité juridique et notamment aux droits des tiers concernés [4]. Pour ces motifs, toutes les immunités doivent être exclues du champ d'application de la rétroactivité conférée par l'article 34, deuxième alinéa, de l'Accord.

L'objectif poursuivi, à savoir que certaines immunités prévues par l'Accord puissent trouver à s'appliquer à partir de la date d'installation du Bureau de liaison, n'est d'ailleurs pas non plus réalisé par l'attribution d'un effet rétroactif à la loi d'assentiment. Conformément à l'arrêt de la Cour de Cassation du 12 mars 2001 dans l'affaire Ligue des États arabes [5], le juge belge ne peut en effet décliner sa juridiction en raison d'une immunité prévue par un traité que le Roi a conclu mais que les parlements compétents n'ont pas encore approuvé. Force est en outre de constater que tout comme l'attribution d'un effet rétroactif aux immunités ne permet pas toujours de régulariser certains actes, la rétroactivité ne permet pas non plus d'annuler des actes : à cet égard, on peut notamment songer à l'impossibilité d'annuler une arrestation ou une saisie de documents officiels avec effet rétroactif (voir, par exemple, l'article 18 a) et c), de l'Accord) [6].

Disposition finale

7. À la fin de la version en langue néerlandaise de l'Accord, après son article 34, il est mentionné que l'Accord est établi 'in tweevoud, in de Nederlandse, Engelse en Franse taal, zijnde de Franse en de Engelse teksten rechtsgeldig' [7].

Invité à préciser le statut de la version en langue néerlandaise de l'Accord, le délégué a répondu [traduction] :

'Conformément à l'article 33.1 de la Convention de Vienne sur le droit des Traités, l'accord de siège est certes authentifié en langue française, anglaise et néerlandaise mais il ne fait foi que dans les deux premières langues (langues de travail officielles d'Interpol). La version en langue néerlandaise n'est donc pas utilisée dans le cadre de l'interprétation du traité'.

[4] *Note de bas de page 5 de l'avis cité* : Avis 56.731/VR, observation 4.3.

[5] *Note de bas de page 6 de l'avis cité* : Cass., 12 mars 2001, S.99.0103.F, *Ligue des États arabes.*

[6] *Note de bas de page 7 de l'avis cité* : Avis 56.731/VR, observation 4.4.

[7] *Note de bas de page 8 de l'avis cité* : Dans la version en langue française « en deux exemplaires, en langues française, anglaise et néerlandaise, les textes anglais et français faisant foi », et dans la version en langue anglaise « in duplicate, in the English, French and Dutch languages, the French and English texts being equally authentic ».

‡LW-BFHQKAECA-FJFIDVT‡

Le texte néerlandais de la formule précitée doit être adapté ou interprété au regard de cette déclaration ».

Les mêmes observations valent *mutatis mutandis* pour l'Accord de siège.

2. L'article 23 de l'Accord de siège appelle l'observation suivante.

Dans l'avis 58.674/VR donné le 26 janvier 2016 sur un avant-projet de loi 'portant assentiment au Protocole additionnel, fait à Bruxelles le 11 juillet 2012 et à New York le 11 juillet 2012, à l'Accord complémentaire à la Convention générale sur les privilèges et immunités des Nations Unies, entre le Royaume de Belgique et l'Organisation des Nations Unies, signé à Bruxelles le 22 janvier 1976' la section de législation, en chambres réunies, a formulé l'observation suivante :

« 3. Au sujet de la délégation que l'article 1er, point 2, attribue au Ministre des Finances pour fixer les règles et conditions d'application de l'exemption, l'exposé des motifs mentionne ce qui suit :

'En plus, il convient de noter que l'habilitation du Ministre des Finances, prévue à l'article 1 § 2, correspond à l'article 42 § 3 du code TVA, notamment le dernier alinéa, selon lequel le Ministre des Finances fixe les limites et les conditions de l'application des exemptions accordées en vertu d'une convention internationale. Ces limites et conditions visent tant la nature (limites fixées en fonction de l'objectif d'une telle exonération, à savoir faciliter l'installation de l'organisation et de son personnel) que la quantité raisonnable des biens concernés, la destination à l'usage personnel du bénéficiaire et l'utilisation effective des biens pour l'installation en Belgique, mais aussi les modalités d'octroi d'une telle exemption afin d'éviter toute fraude ou abus. L'habilitation donnée au Ministre des Finances ne concerne dès lors que l'application de l'exemption accordée en vertu de l'article 1, et n'est par conséquent nullement en contradiction avec les articles 170 et 172 de la Constitution. Elle n'implique en aucune façon que le Gouvernement puisse unilatéralement modifier les privilèges fiscaux accordés dans l'accord de siège. Une telle modification ne peut être effectuée que par un nouvel accord entre le Royaume de Belgique et l'Organisation des Nations Unies modifiant le présent Protocole additionnel'.

Cette explication concerne seulement l'exemption en matière de TVA.

En ce qui concerne la franchise des droits à l'importation, il y a lieu de faire référence dans l'exposé des motifs aux habilitations données au Roi par les articles 19/3 et 19/8 de la loi générale du 18 juillet 1977 'sur les douanes et accises' [8].

L'exposé des motifs sera également complété par un renvoi à la disposition par laquelle le Roi a délégué au Ministre des Finances le soin de fixer les seuils et les limites pour la franchise des droits à l'importation ».

La même observation vaut *mutatis mutandis* pour l'article 23 de l'Accord de siège.

[8] *Note de bas de page 2 de l'avis* cité : Ces articles ont été respectivement remplacé et modifié par les articles 16 et 18 de la loi du 18 décembre 2015 'portant des dispositions diverses en matière de produits soumis à accise, ainsi que des modifications à la loi générale du 18 juillet 1977 sur les douanes et accises', laquelle est entrée en vigueur le 1er janvier 2016 en vertu de son article 21.

‡LW-BFHQKAECA-FJFIDVT‡

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET DE LOI

1. Dans la version française de l'intitulé, il y a lieu de lire « (O.I.P.C. – INTERPOL) ».

2. L'article 3 de l'avant-projet est rédigé comme suit :

« La présente loi produit ses effets le 24 octobre 2014 ».

Tout d'abord, il y a lieu de constater que la date du 24 octobre 2014 ne correspond pas à la date fixée par l'article 34, deuxième alinéa, de l'Accord de siège.

Par ailleurs, il est renvoyé à l'observation 6 de l'avis 57.095/VR.

3. Compte tenu de l'observation 7 de l'avis 57.095/VR sur l'Accord de siège, l'auteur de l'avant-projet veillera à déposer sur le bureau du Parlement les lettres des 14 et 29 janvier 2014 auxquelles l'avant-projet de loi entend porter assentiment et leur traduction [9]. Il va sans dire que l'ensemble, constitué de l'Accord de siège et de ces lettres, sera publié au *Moniteur belge* avec la loi d'assentiment.

*

[9] Voir l'avis 57.095/VR et l'avis 58.870/4 précités.
Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 209, B.

‡LW-BFHQKAECA-FJFIDVT‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ZETELAKKOORD

1. In advies 57.095/VR, op 27 april 2015 gegeven over een voorontwerp dat aanleiding gegeven heeft tot het decreet van 30 oktober 2015 'houdende instemming met het zetelakkoord, met uitwisseling van brieven, tussen het Koninkrijk België en de Internationale Organisatie voor Criminele Politie - INTERPOL (O.I.C.P. - INTERPOL), ondertekend te Lyon op 14 oktober 2014 en te Brussel op 24 oktober 2014',[1] heeft de afdeling Wetgeving, in verenigde kamers, de volgende opmerkingen geformuleerd:

"Aanhef

4. In de aanhef van het Akkoord wordt vermeld dat het Koninkrijk België wordt vertegenwoordigd door de federale Regering, de Vlaamse Regering, de Franse Gemeenschapsregering, de Waalse Regering, de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest en de Regering van de Duitstalige Gemeenschap.

De Raad van State, afdeling Wetgeving, heeft al bij herhaling opgemerkt dat zulke formuleringen zo moeten worden opgevat dat ze ook slaan op de Franse Gemeenschapscommissie, aangezien die ter uitvoering van artikel 138 van de Grondwet bevoegdheden van de Franse Gemeenschap uitoefent.[2] Met het oog op de rechtszekerheid was het echter beter geweest dat dit uitdrukkelijk in de aangehaalde formule was vermeld.[3]

(…)

[1] *Parl.St.* Vl.Parl. 2014-15, nr. 393/1, 21-26. Zie in dezelfde zin advies 58.870/4, op 29 februari 2016 gegeven over een voorontwerp dat geleid heeft tot het decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 30 mei 2016 'houdende instemming met het Zetelakkoord met uitwisseling van brieven tussen het Koninkrijk België en de Internationale Organisatie voor Criminele Politie - INTERPOL (O.I.C.P. INTERPOL), gedaan te Lyon op 14 oktober 2014 en te Brussel op 24 oktober 2014', *Parl.St.* D.Parl. 2015-16, nr. 118/1, 7-9. De afdeling Wetgeving heeft zich in dezelfde zin uitgesproken in advies 59.310/4, op 10 mei 2016 gegeven over een voorontwerp van ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest 'houdende instemming met het Zetelakkoord, met uitwisseling van brieven, tussen het Koninkrijk België en de Internationale Organisatie voor Criminele Politie, gedaan te Lyon op 14 oktober 2014 en te Brussel op 24 oktober 2014'.

[2] *Voetnoot 2 van het geciteerde advies:* Zie bijvoorbeeld adv.RvS 54.747/VR van 27 januari 2014 over een voorontwerp dat geleid heeft tot de ordonnantie van 3 april 2014 'houdende instemming met: het Zetelakkoord tussen het Koninkrijk België en de Wereldorganisatie voor Dierengezondheid, ondertekend te Brussel, op 14 maart 2013', opmerking 3 (*Parl.St.* B.H.Parl. 2013-14, nr. A-509/1, 7) en adv.RvS 56.731/VR van 19 november 2014 over een voorontwerp van decreet van de Duitstalige Gemeenschap 'zur Zustimmung zu dem Sitzabkommen zwischen dem Königreich Belgien und dem Internationalen Institut für Demokratie und Wahlhilfe, geschehen zu Brüssel am 15. Mai 2014', opmerking 2.

[3] *Voetnoot 3 van het geciteerde advies:* De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van haar kant behoort niet uitdrukkelijk te worden vermeld, aangezien ze slechts beperkte bevoegdheden heeft op internationaal gebied en ze met name niet bevoegd is om verdragen te sluiten (zie artikel 135 van de Grondwet, artikel 63 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 'met betrekking tot de Brusselse instellingen' en artikel 16, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen').

‡LW-BFHQKAECA-FJFIDVT‡

Artikel 34

6. Artikel 34, tweede alinea, van het Akkoord luidt:

'Het Akkoord treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand die volgt op de datum van de laatste kennisgeving, met terugwerking tot de datum van de vestiging in België van het Bureau van INTERPOL op 1 januari 2012, tenzij voor wat betreft de artikels 3 en 20.4'.

In zoverre de artikelen 3 en 20, lid 4, van het Akkoord, die betrekking hebben op de immuniteiten die worden verleend, van die terugwerkende kracht worden uitgesloten, rijzen uiteraard geen juridische bezwaren. De rechtsgeldigheid van reeds ingestelde vervolgingen of van andere jurisdictionele handelingen, bedoeld in die verdragsbepalingen, blijft immers behouden.

Dit is evenwel anders voor de immuniteiten die niet zijn vervat in de zo-even genoemde bepalingen (namelijk de immuniteiten bedoeld in de artikelen 18, 19 en 21 van het Akkoord). De terugwerkende kracht zou immers de regelmatigheid van vervolgingen of procedures die reeds zouden zijn aangevat, kunnen aantasten en aldus de rechtszekerheid en inzonderheid de rechten van de betrokken derden in het gedrang kunnen brengen.[4] Om die redenen dienen alle immuniteiten te worden uitgesloten van het toepassingsgebied van de terugwerkende kracht die wordt verleend bij artikel 34, tweede alinea, van het Akkoord.

Door het verlenen van terugwerkende kracht wordt overigens ook niet het oogmerk bereikt dat bepaalde bij het Akkoord verleende immuniteiten vanaf de datum van vestiging van het Verbindingsbureau toepassing zouden kunnen vinden. Overeenkomstig het arrest van het Hof van Cassatie van 12 maart 2001 inzake de *Liga van Arabische Staten*[5] mag de Belgische rechter zich immers niet onbevoegd verklaren wegens een immuniteit die is bepaald in een verdrag dat reeds is gesloten, maar waarmee de bevoegde parlementen nog niet hebben ingestemd. Bovendien moet worden opgemerkt dat net zoals het verlenen van terugwerkende kracht aan immuniteiten het niet steeds mogelijk maakt om bepaalde handelingen te regulariseren, de terugwerkende kracht het evenmin mogelijk maakt dat handelingen ongedaan worden gemaakt: daarbij kan onder meer worden gedacht aan de onmogelijkheid om een aanhouding of een inbeslagname van officiële documenten met terugwerkende kracht ongedaan te maken (zie bijvoorbeeld artikel 18, a) en c), van het Akkoord).[6]

Slotbepaling

7. Op het einde van de Nederlandse versie van het Akkoord, na artikel 34 ervan, wordt vermeld dat het Akkoord is opgemaakt 'in tweevoud, in de Nederlandse, Engelse en Franse taal, zijnde de Franse en de Engelse teksten rechtsgeldig'.[7]

Gevraagd om te preciseren wat het statuut is van de Nederlandse taalversie van het Akkoord, antwoordde de gemachtigde:

'Overeenkomstig artikel 33.1 Weens Verdragenverdrag is het zetelakkoord weliswaar geauthentiseerd in het Frans, Engels en Nederlands, maar heeft het slechts

[4] *Voetnoot 5 van het geciteerde advies:* Adv.RvS 56.731/VR, opmerking 4.3.

[5] *Voetnoot 6 van het geciteerde advies*: Cass. 12 maart 2001, S.99.0103.F, *Liga van Arabische Staten*.

[6] *Voetnoot 7 van het geciteerde advies:* Adv.RvS 56.731/VR, opmerking 4.4.

[7] *Voetnoot 8 van het geciteerde advies:* In de Franse taalversie "en deux exemplaires, en langues française, anglaise et néerlandaise, les textes anglais et français faisant foi", en in de Engelse taalversie "in duplicate, in the English, French and Dutch languages, the French and English texts being equally authentic".

‡LW-BFHQKAECA-FJFIDVT‡

rechtskracht in de twee eerste talen (officiële werktalen van Interpol). De Nederlandse taalversie wordt dus niet gehanteerd voor de uitlegging van het verdrag.'

De Nederlandse tekst van de genoemde formule dient in het licht van deze verklaring te worden aangepast of te worden gelezen."

Die opmerkingen gelden *mutatis mutandis* ook voor het zetelakkoord.

2. Artikel 23 van het zetelakkoord geeft aanleiding tot de volgende opmerking.

In advies 58.674/VR, op 26 januari 2016 gegeven over een voorontwerp van wet 'houdende instemming met het Aanvullend Protocol, gedaan te Brussel op 11 juli 2012 en te New York op 11 juli 2012, bij het Aanvullend Akkoord bij de Algemene Overeenkomst inzake de voorrechten en immuniteiten van de Verenigde Naties tussen het Koninkrijk België en de Organisatie van de Verenigde Naties, ondertekend te Brussel op 22 januari 1976' heeft de afdeling Wetgeving, in verenigde kamers, de volgende opmerking geformuleerd:

"3. Aangaande de delegatie die bij artikel 1, punt 2, aan de minister van Financiën wordt verleend om de regels en de voorwaarden voor de toepassing van de vrijstelling vast te stellen, wordt in de memorie van toelichting het volgende vermeld:

'Bovendien dient te worden opgemerkt dat de machtiging die in artikel 1 § 2 aan de Minister van Financiën wordt gegeven conform is aan artikel 42 § 3 van het BTW-wetboek, met name het laatste lid, krachtens hetwelk de Minister van Financiën de perken en de voorwaarden vaststelt waarbinnen de vrijstellingen, die krachtens een internationale overeenkomst werden toegekend, in de praktijk worden toegepast. Deze perken en voorwaarden betreffen zowel de aard (beperkingen in functie van het doel van de vrijstelling, nl. het vergemakkelijken van de vestiging van de organisatie en haar personeel) als de redelijke hoeveelheid van de betrokken goederen, de bestemming tot het persoonlijk gebruik van de begunstigde en de daadwerkelijke aanwending ervan voor de installatie in België, maar eveneens de modaliteiten waaronder de vrijstelling wordt toegekend met het oog op het verhinderen van elke fraude of misbruik. De aan de Minister van Financiën gegeven machtiging betreft dus enkel de toepassing van de krachtens artikel 1 toegekende vrijstelling en is bijgevolg niet in strijd met de artikelen 170 en 172 van de Grondwet. Zij impliceert in geen geval dat de Regering eigenmachtig de in het zetelakkoord toegekende fiscale voorrechten zou kunnen wijzigen. Een dergelijke aanpassing kan uitsluitend gebeuren door middel van een nieuwe overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Organisatie van de Verenigde Naties tot wijziging van het voorliggend Aanvullend Protocol'.

Die toelichting heeft alleen betrekking op de vrijstelling van de btw.

Wat de vrijstelling van de rechten bij invoer betreft, dient in de memorie van toelichting te worden verwezen naar de machtigingen die aan de Koning zijn verleend door de artikelen 19/3 en 19/8 van de algemene wet van 18 juli 1977 'inzake douane en accijnzen'.[8]

De memorie van toelichting moet eveneens worden aangevuld met een verwijzing naar de bepaling waarbij door de Koning aan de minister van Financiën de delegatie

[8] *Voetnoot 2 van het geciteerde advies*: Die artikelen zijn respectievelijk vervangen en gewijzigd bij de artikelen 16 en 18 van de wet van 18 december 2015 'houdende diverse bepalingen inzake accijnsgoederen, evenals wijzigingen aan de algemene wet van 18 juli 1977 inzake douane en accijnzen', die krachtens artikel 21 ervan op 1 januari 2016 in werking is getreden.

‡LW-BFHQKAECA-FJFIDVT‡

wordt verleend om de drempels en de beperkingen te bepalen voor de vrijstelling van de rechten bij invoer".

Die opmerking geldt *mutatis mutandis* ook voor artikel 23 van het zetelakkoord.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP VAN WET

1. In de Franse versie van het opschrift leze men "(O.I.P.C. - INTERPOL)".

2. Artikel 3 van het voorontwerp luidt als volgt:

"Deze wet heeft uitwerking met ingang van 24 oktober 2014."

Vooreerst dient te worden vastgesteld dat de datum 24 oktober 2014 niet overeenstemt met de datum die bij artikel 34, tweede alinea, van het zetelakkoord is vastgesteld.

Voorts wordt verwezen naar opmerking 6 van advies 57.095/VR.

3. Gelet op opmerking 7 van advies 57.095/VR over het zetelakkoord, moet de steller van het voorontwerp ervoor zorgen dat de brieven van 14 en 29 januari 2014 waarmee bij dit voorontwerp van wet ingestemd wordt en de vertaling ervan bij het bureau van het Parlement worden ingediend.[9] Het spreekt vanzelf dat al die documenten, namelijk het zetelakkoord en die brieven, samen met de instemmingswet in het *Belgisch Staatsblad* moeten worden bekendgemaakt.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT Pierre LIÉNARDY

[9] Zie de voornoemde adviezen 57.095/VR en 58.870/4.

Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 209, B.

‡LW-BFHQKAECA-FJFIDVT‡